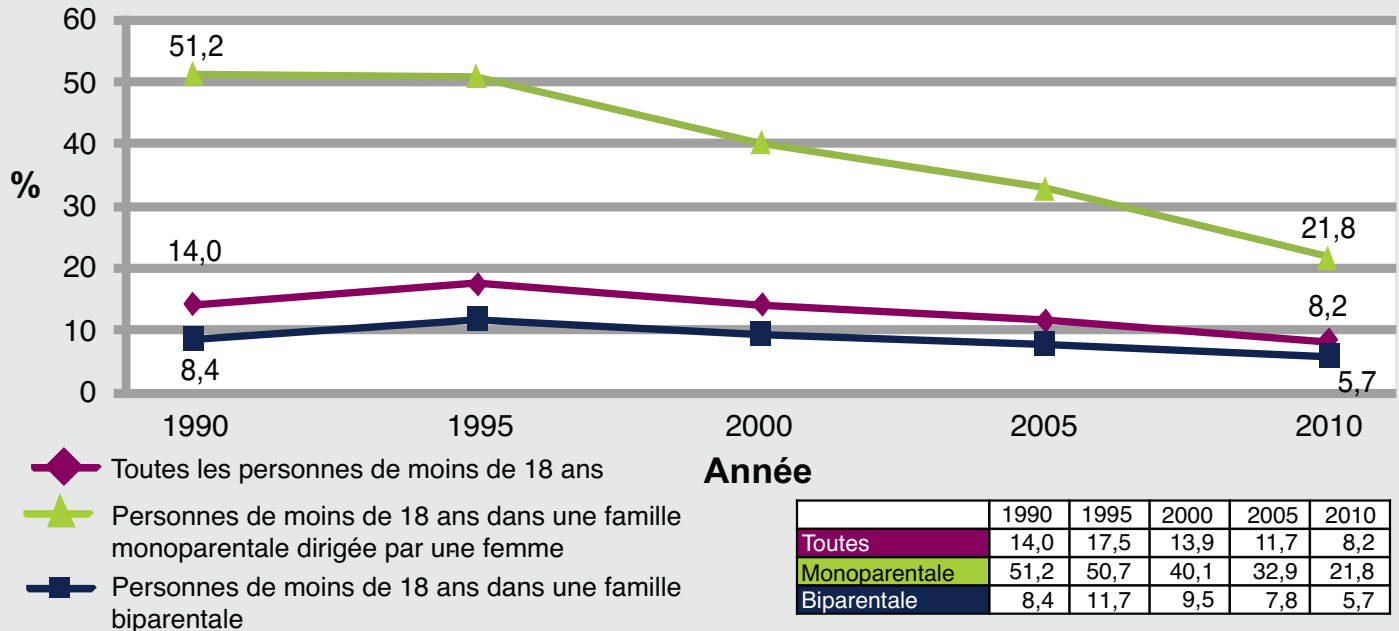




4.1.1 Pauvreté

Fig. 4.1.1 Pauvreté chez les enfants¹ : Tendances par type de famille, Canada, 1990–2010



* Dans le tableau, la pauvreté correspond au Seuil de faible revenu (SFR). Le SFR correspond au niveau de revenu à partir duquel une famille peut vivre dans des circonstances difficiles car, par rapport à une famille moyenne de taille similaire, une plus grande part de ses revenus est consacrée aux besoins de base (c.-à-d. alimentation, logement et vêtements). Dans ce cas, le SFR a été calculé selon le revenu familial après impôt.

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0802, consulté le 29 juin 2012)

Au Canada, le nombre d'enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté a diminué pour passer de 942 000 (14 %) en 1990 à 550 000 (8,2 %) en 2010. Chez les enfants de moins de 18 ans vivant dans une famille biparentale, ceux qui vivent dans la pauvreté ont diminué pour passer de 475 000 (8,4 %) en 1990 à 314 000 (5,7 %) en 2010. Le changement le plus marquant se retrouve parmi les enfants vivant dans la pauvreté dans une famille monoparentale dirigée par une femme. Leur nombre a diminué pour passer de 407 000 (51,2 %) en 1990, à 187 000 (21,8 %) en 2010.

Conséquences

Les enfants et les jeunes vivant dans la pauvreté doivent relever de nombreux défis sur le plan de la santé et du bien-être. En effet, souvent, les familles à faible revenu s'alimentent inadéquatement, habitent des logements surpeuplés ou des quartiers peu sûrs, ont un accès plus restreint aux soins de santé et suivent des programmes d'éducation de moins bonne qualité.¹

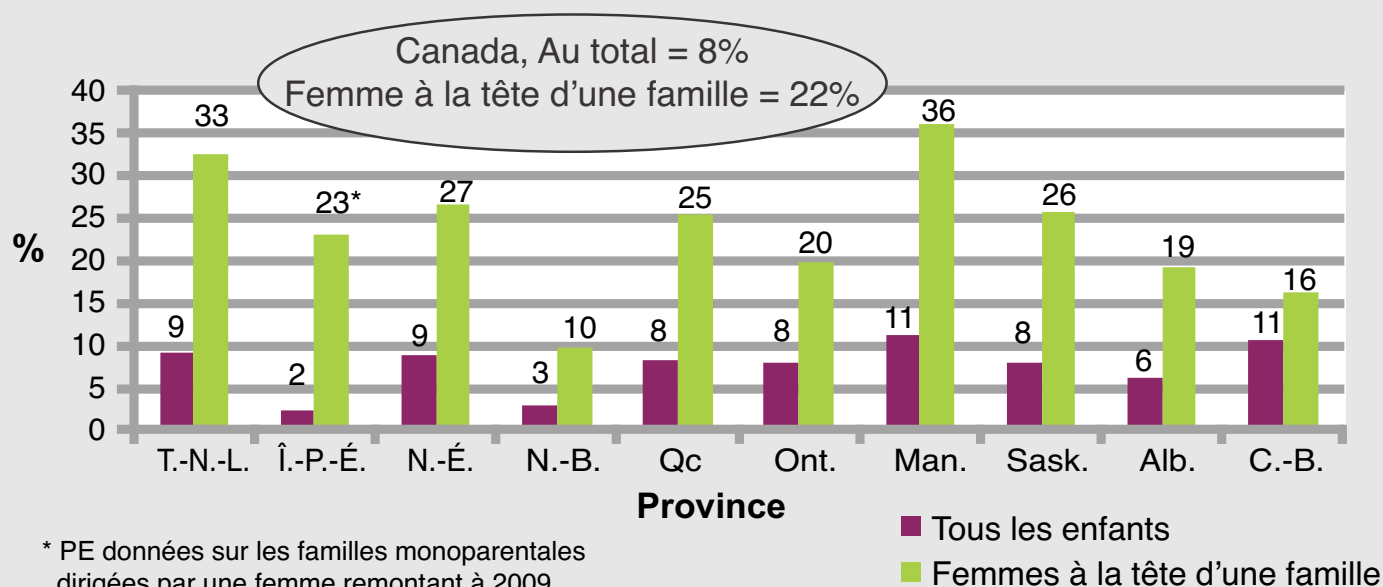
¹ Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2010FrenchNationalReportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.1.2 Pauvreté

Fig. 4.1.2 Enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté,¹ par type de famille, Canada et provinces, 2010



* PE données sur les familles monoparentales dirigées par une femme remontant à 2009

* Dans le tableau, la pauvreté correspond au Seuil de faible revenu (SFR). Le SFR correspond au niveau de revenu à partir duquel une famille peut vivre dans des circonstances difficiles car, par rapport à une famille moyenne de taille similaire, une plus grande part de ses revenus est consacrée aux besoins de base (c.-à-d. alimentation, logement et vêtements). Dans ce cas, le SFR a été calculé selon le revenu familial après impôt.

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau no 202-0802, consulté le 29 juin 2012)

En 2010, 8 % de l'ensemble des enfants du Canada et 22 % des enfants vivant dans une famille monoparentale dirigée par une femme vivaient dans la pauvreté. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick que le taux global de pauvreté des enfants était le moins élevé. À l'Île-du-Prince Édouard, 2 % de tous les enfants et de tous les jeunes vivaient dans la pauvreté, tandis que ce taux était de 3 % au Nouveau-Brunswick.

Conséquences

Dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve, le revenu de bien-être social¹ d'un parent seul avec un enfant est sous le seuil de la pauvreté. Avec l'augmentation des prix des denrées et le prix pratiquement inabordable des loyers, beaucoup de familles ont de la difficulté à équilibrer leur budget².

¹ Le revenu du bien-être social pour un parent seul avec un enfant de deux ans comprend l'aide sociale de base, d'autres avantages provinciaux, la prestation fédérale pour enfant, la prestation provinciale pour enfants, le crédit de TPS.

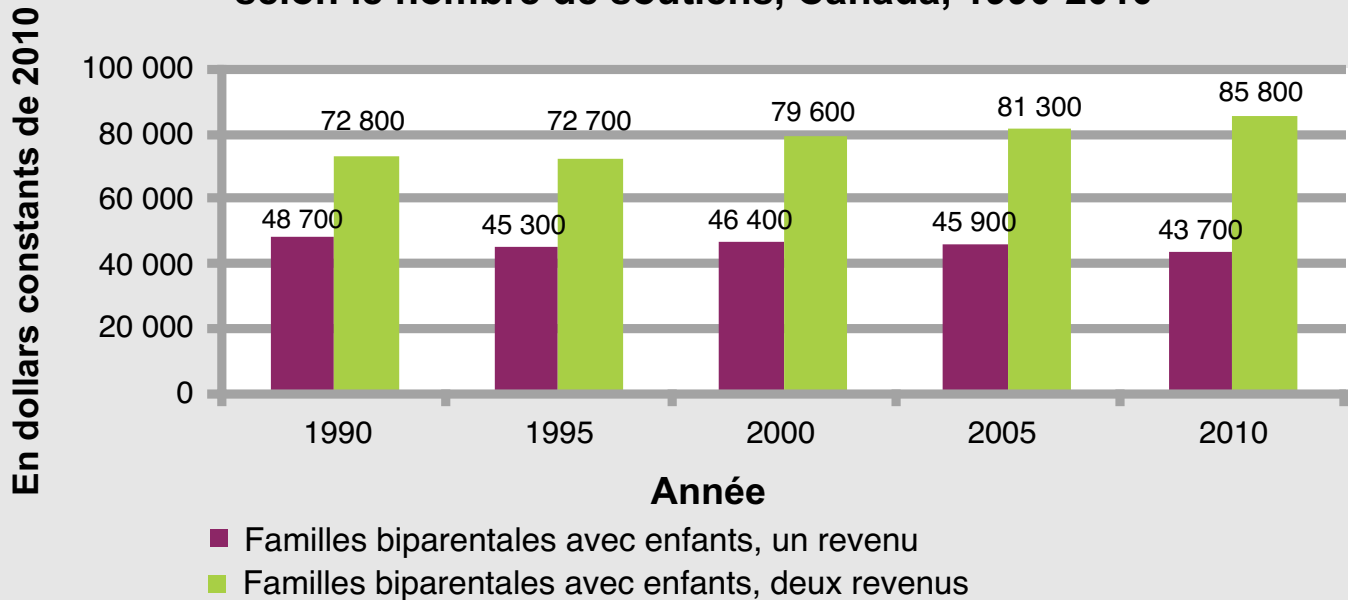
² Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2011EnglishRreportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.2.3 Revenu

Fig. 4.2.3 Revenu médian du marché*, couples avec enfants selon le nombre de soutiens, Canada, 1990-2010



*Revenu total, avant impôt, moins le revenu provenant de sources gouvernementales

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0203, consulté le 29 juin 2012)

Les enfants vivant dans une famille biparentale avec deux soutiens économiques étaient en meilleure situation en 2010 qu'en 1990, le revenu moyen de ces familles ayant enregistré une croissance de 15 %. En 2010, le revenu des familles ne comptant que sur un soutien économique avait quant à lui diminué de 11 % par rapport à 1990.

Conséquences

Le revenu médian des familles avec enfants ne comptant que sur un soutien économique a diminué au cours des vingt dernières années. De nos jours, bon nombre de familles sont « sur la corde raide »¹ car, contrairement aux dépenses et aux dettes qui vont en augmentant, les revenus restent stagnants ou presque. Pendant la récession, les couples avec enfants comptant sur deux revenus figuraient parmi les familles enregistrant le taux le moins élevé de pauvreté parmi tous les types de familles (3,4 %).¹

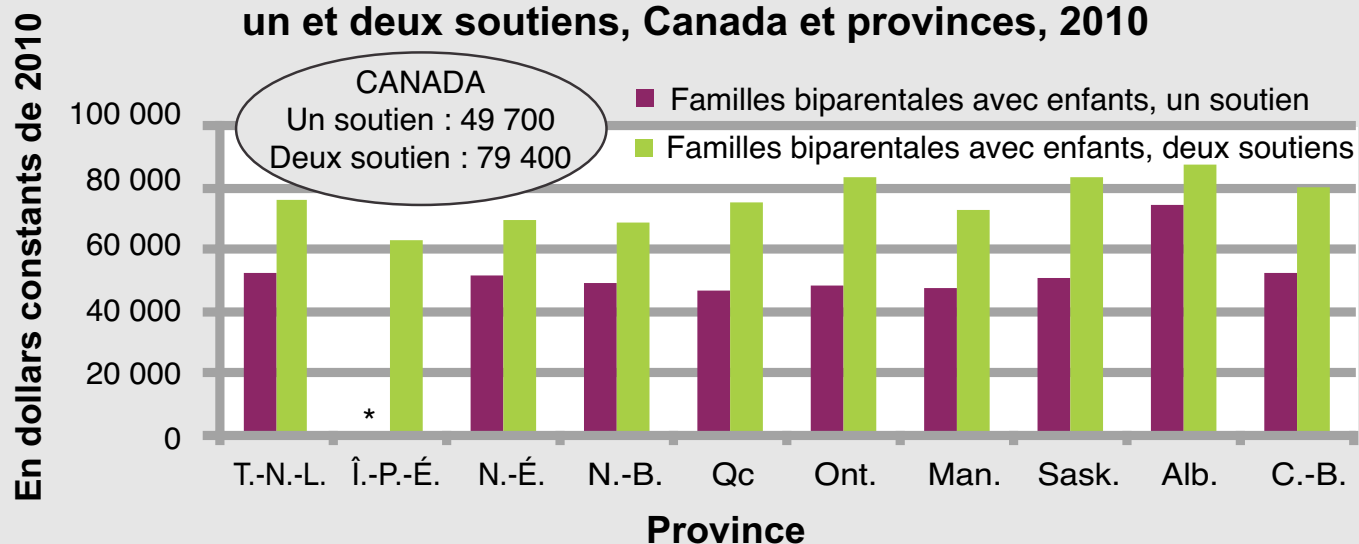
¹ Institut Vanier de la famille Les traits de famille, http://www.vanierinstitute.ca/fascinating_families_fr.





4.2.4 Revenu

Fig. 4.2.4 Revenu médian après impôt, familles avec un et deux soutiens, Canada et provinces, 2010



	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Un revenu	52 100	*	51 700	49 200	46 500	47 900	47 300	50 600	74 200	52 300
Deux revenus	75 800	62 800	69 100	69 000	75 000	83 600	72 700	83 600	87 700	79 900

*Trop incertain pour être publié

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

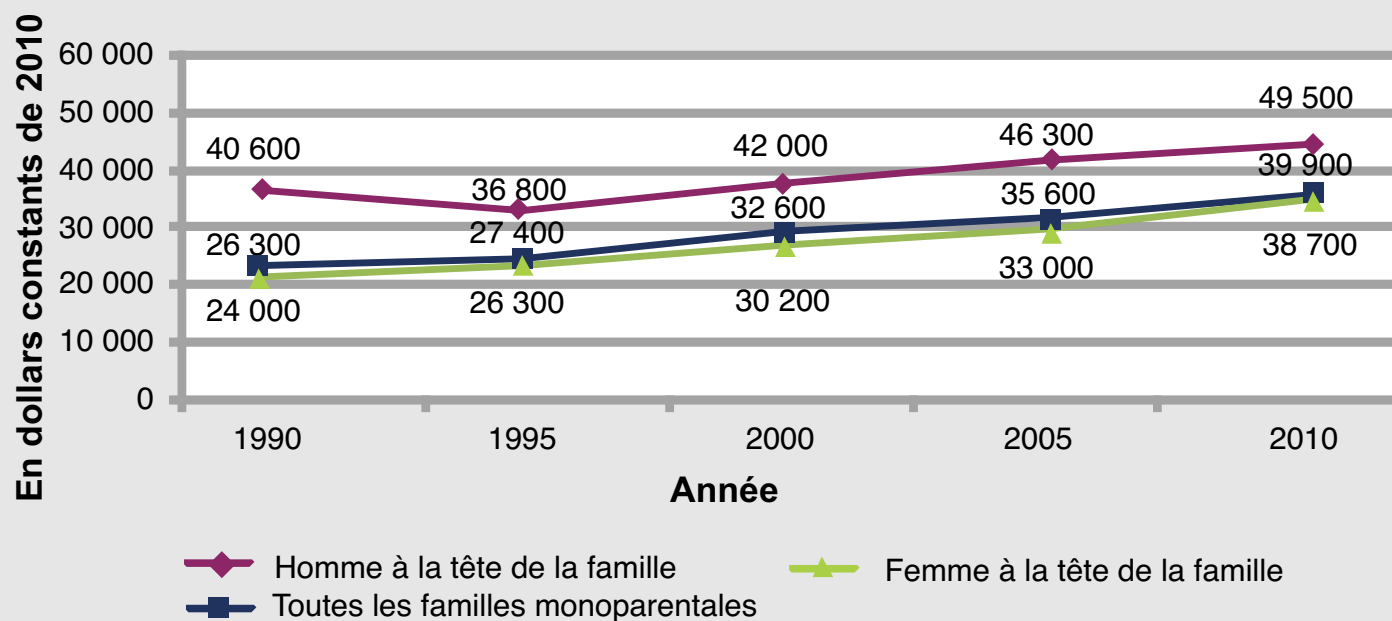
En 2010, le revenu médian après impôt des couples avec enfants comptant sur un revenu s'élevait à 49 700 \$ par année. Lorsqu'il y avait deux revenus par famille, le revenu grimpeait jusqu'à 79 400 \$. En Ontario, en Saskatchewan et en Alberta, les familles biparentales comptant sur deux revenus étaient celles qui avaient le revenu familial le plus élevé, mais c'est l'Ontario qui accuse l'écart le plus élevé entre les familles comptant sur un seul revenu et celles comptant sur deux revenus. À l'Île-du-Prince-Édouard, les familles biparentales ont un revenu familial annuel de 62 800 \$, soit 21 % plus bas que la moyenne nationale. Parmi toutes les provinces, c'est au Québec que les familles comptant sur un seul revenu avaient le revenu après impôt le plus faible (46 500 \$) et c'est en Alberta que les familles comptant sur un seul revenu ont le revenu annuel le plus élevé (74 200 \$), soit près de 30 000 \$ de plus par année qu'au Québec.





4.2.5 Revenu

Fig. 4.2.5 Tendances dans le revenu médian après impôt des familles monoparentales, par sexe, Canada, 1990-2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

Non seulement y a-t-il sensiblement plus de femmes que d'hommes à la tête d'une famille au Canada, mais les ménages dirigés par une femme sont-ils plus susceptibles de gagner des revenus plus faibles. Environ 634 000 enfants de 17 ans et moins vivaient dans des familles à faible revenu en 2009, sur ce nombre, 31 % vivaient dans une famille dirigée par une femme.¹

Le revenu de toutes les familles monoparentales a augmenté entre 1990 et 2010. Pendant cette période, le revenu des familles dirigées par une femme a augmenté de 38 %, pour passer de 24 000 \$ en 1990 à 38 700 \$ en 2010, tandis que le revenu des familles monoparentales dirigées par un homme a augmenté de 18 % pour passer de 40 600 \$ en 1990 à 49 500 \$ en 2010. Bien que le revenu des familles monoparentales dirigées par une femme ait sensiblement augmenté, après impôt, elles gagnent en moyenne 11 000 \$ de moins que les familles monoparentales dirigées par un homme.

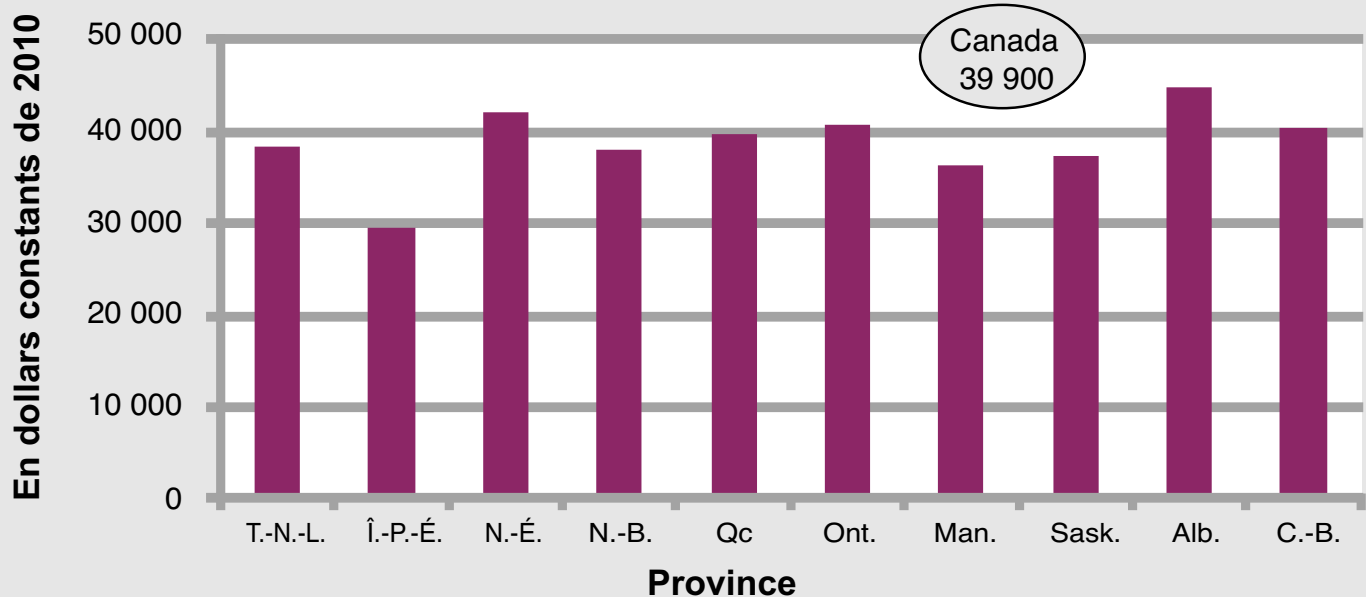
¹ Statistique Canada, Le Quotidien, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/110615/dq110615b-fra.htm>





4.2.6 Revenu

Fig. 4.2.6 Revenu médian après impôt des familles monoparentales, Canada et province, 2010



T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
38 200	29 400	42 200	38 000	39 800	40 600	36 300	37 200	44 800	40 400

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0605, consulté le 29 juin 2012)

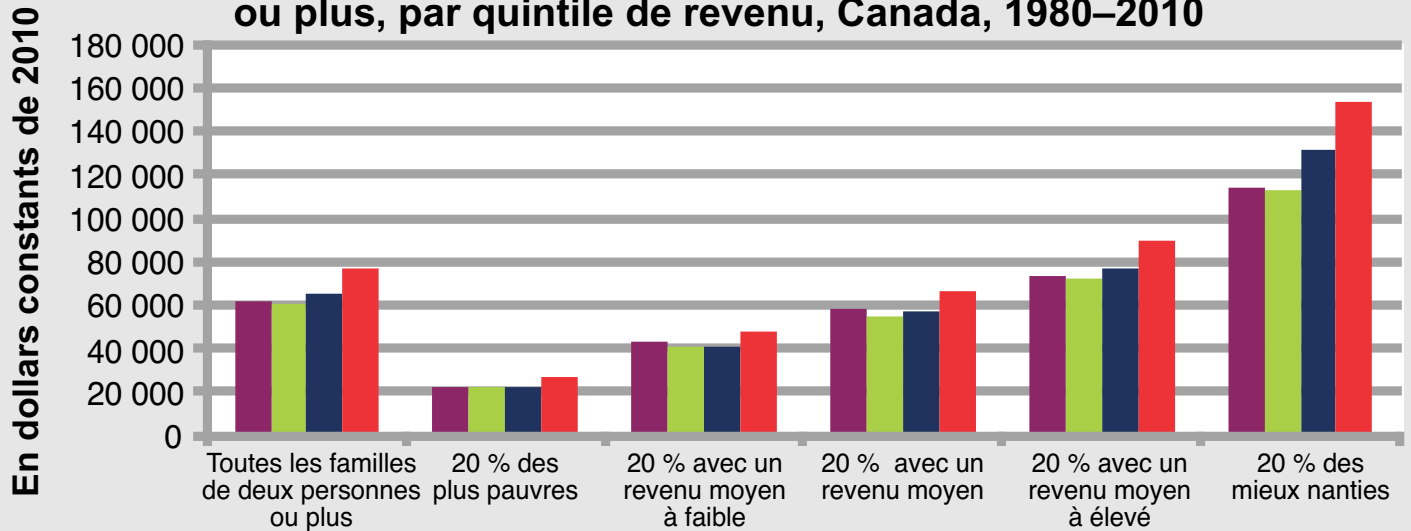
En 2010, au Canada, le revenu médian après impôt d'un parent à la tête d'une famille monoparentale s'élevait à 39 900 \$. Les parents à la tête d'une famille monoparentale ayant un revenu médian après impôt supérieur à la moyenne nationale vivaient en Nouvelle-Écosse (42 000 \$), en Ontario (40 600 \$), en Alberta (44 800 \$) et en Colombie-Britannique (40 400 \$). À l'Île-du-Prince-Édouard (29 400 \$) et au Manitoba (36 300 \$), le revenu médian après impôt des familles était de 36 % sous la moyenne nationale.





4.2.7 Revenu

Fig. 4.2.7 Revenu moyen après impôt des familles de deux personnes ou plus, par quintile de revenu, Canada, 1980–2010



Quintile du revenu

	Toutes les familles de deux p. ou plus	20 % des plus pauvres	20 % revenu moyen à faible	20 % avec un revenu moyen	20 % revenu moyen à élevé	20 % des mieux nanties
1980	62 300	22 500	43 200	58 100	73 900	113 700
1990	60 700	22 700	40 700	55 300	72 200	112 400
2000	65 800	22 800	41 400	57 200	76 700	131 000
2010	76 600	27 300	47 400	65 900	89 100	153 100

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0701, consulté le 29 juin 2012)

Au Canada, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres. En 1990, le revenu de la part de 20 % des familles canadiennes les mieux nanties était cinq (5) fois plus important que le revenu de la part de 20 % des familles les plus pauvres.

Conséquences

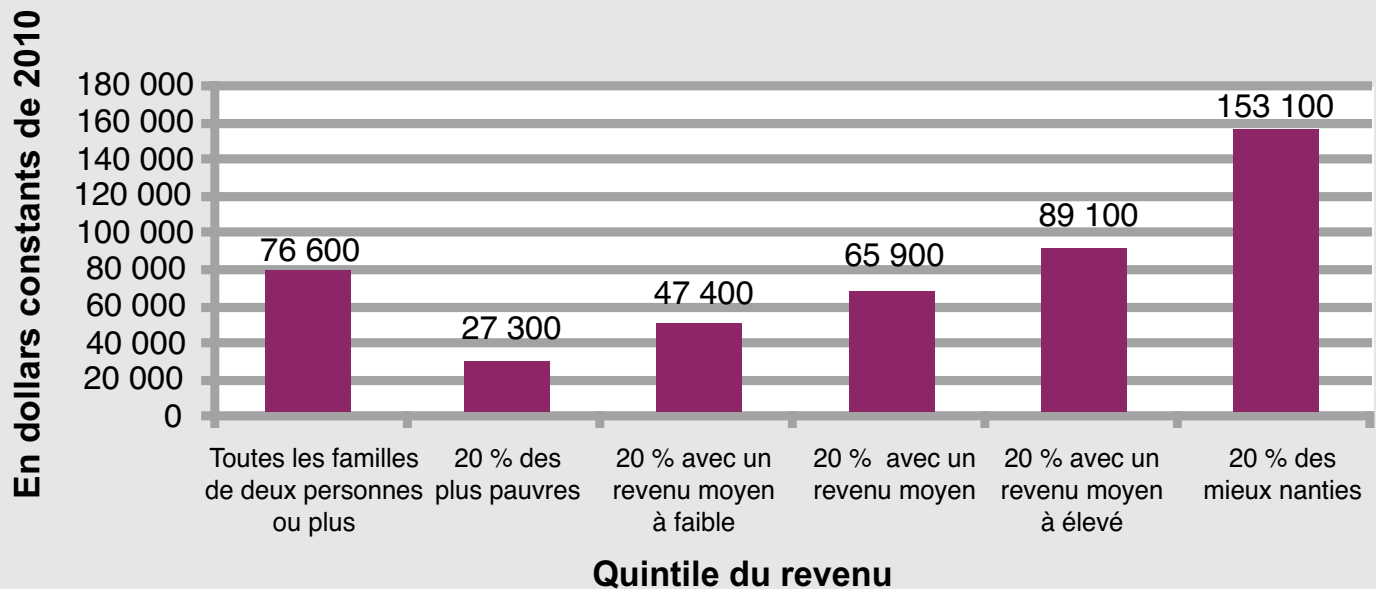
Les conditions de vie auxquelles sont exposés les enfants et les jeunes vivant dans des familles à faible revenu les prédisposent à la privation matérielle et sociale. Plus la privation est grande, moins les familles auront les moyens de répondre à leurs besoins de base en matière de santé, notamment à se procurer des vivres, des vêtements et un logement.





4.2.8 Revenu

Fig. 4.2.8 Revenu moyen après impôt des familles de deux personnes ou plus, par quintile du revenu, Canada, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 202-0701, consulté le 29 juin 2012)

En 2010, le revenu moyen après impôt de toutes les familles comptant deux enfants ou plus s'élevait à 76 600 \$. La part de 20 % la plus riche gagnait 125 800 \$ de plus que la part de 20 % la plus pauvre (c.-à-d. un revenu 5,6 fois plus élevé).

Conséquences

Le revenu est peut-être le déterminant social de la santé le plus important pour les familles canadiennes. Le niveau de revenu façonne les conditions générales de vie, a un effet sur le fonctionnement psychologique et le bien-être, et exerce une influence sur les comportements liés à la santé. Le niveau de revenu détermine aussi la qualité d'autres déterminants sociaux de la santé, y compris la sécurité alimentaire, le logement et l'accès à des ressources sociales et culturelles.¹

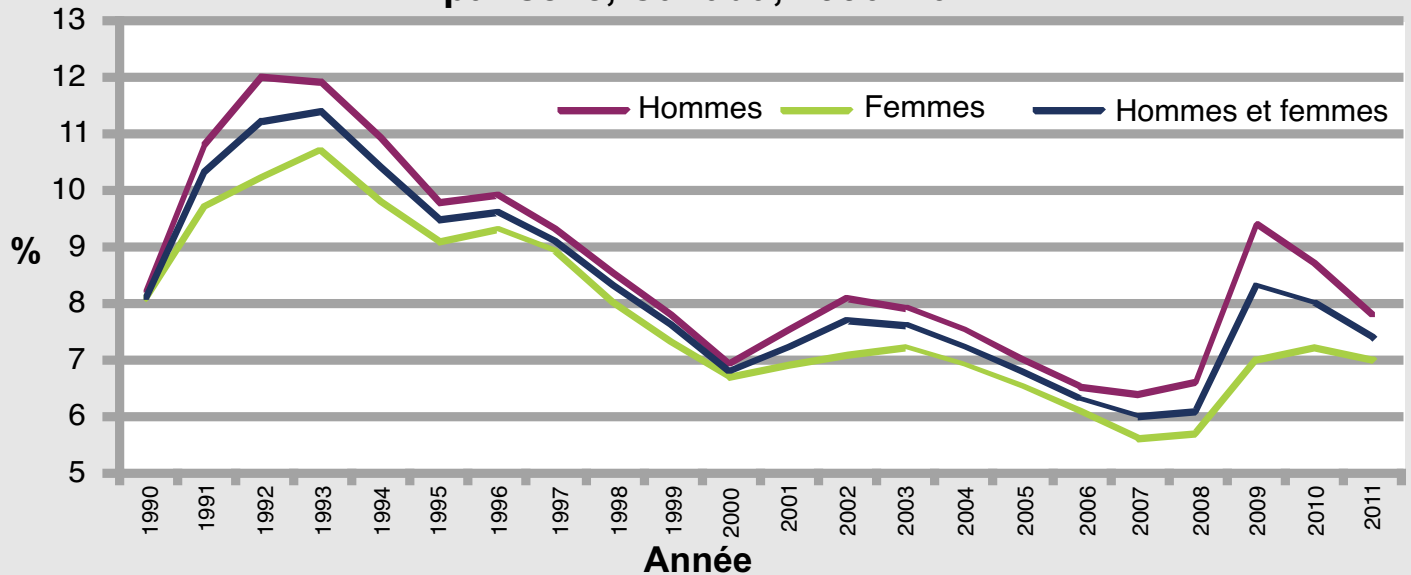
¹ Mikkonen J., Raphael D. (2010), Les déterminants sociaux de la santé : Les réalités canadiennes, Toronto, Ontario, École de gestion et de politique de la santé de l'Université York <http://www.thecanadianfacts.org/fre.html>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.9 Emploi

Fig. 4.3.9 Taux de chômage, population active totale, par sexe, Canada, 1990–2011



	1991	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007	2009	2011
Hommes et femmes	10,3	11,4	9,5	9,1	7,6	7,2	7,6	6,8	6,0	8,3	7,4
Hommes	10,8	11,9	9,8	9,3	7,8	7,5	7,9	7,0	6,4	9,4	7,8
Femmes	9,7	10,7	9,1	8,9	7,3	6,9	7,2	6,5	5,6	7,0	7,0

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

Le taux de chômage correspond au pourcentage de personnes de 15 ans et plus faisant partie de la population active (c.-à-d. les gens qui travaillent ou qui cherchent un emploi), mais qui n'ont pas d'emploi¹. Pendant la récession, au début des années 1990, le taux de chômage de l'ensemble de la population active au Canada a grimpé à 11,4 %. La croissance économique qui a suivi, à la fin des années 1990, a fait chuter le taux de chômage à 7,6 %. Après une petite augmentation, en 2007, le taux de chômage a chuté à un niveau jamais enregistré depuis 1991, soit 6 %. Cependant, le taux de chômage a connu un autre sommet en 2009, lors de la crise économique. En 2011, le taux de chômage a diminué pour atteindre un peu moins de 8 %. Pendant toutes ces années, davantage de femmes que d'hommes étaient sans emploi.

¹ Base de données CANSIM de Statistique Canada, <http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau no 282-0209, consulté la dernière fois le 29 juin 2012. La population active comprend les personnes qui ne travaillent pas et celles qui cherchent un emploi.

Conséquences

La capacité des parents de consacrer les ressources disponibles à leurs enfants dépend de l'emploi. De façon générale, les familles qui sont actives sur le marché du travail investissent davantage dans leurs enfants².

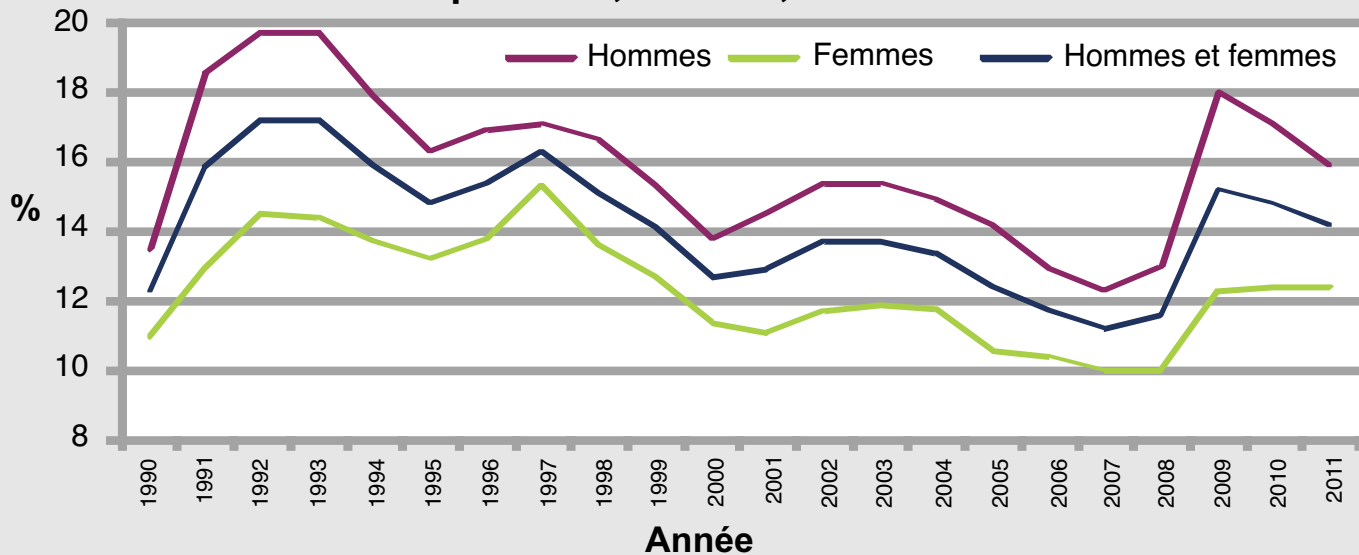
² Corak M., Curtis L., Phipps S. (2010). Economic Mobility, Family Background, and the Well-Being of Children in the United States and Canada, http://economics.dal.ca/Files/Econ_Mobility_Family_Background.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.10 Emploi

Fig. 4.3.10 Taux de chômage, 15 à 24 ans, par sexe, Canada, 1990–2011



	1991	1993	1995	1997	1999	2001	2003	2005	2007	2009	2011
Hommes et femmes	15.8	17.2	14.8	16.3	14.1	12.9	13.7	12.4	11.2	15.2	14.2
Hommes	18.5	19.7	16.3	17.1	15.3	14.5	15.4	14.2	12.3	18.0	15.9
Femmes	12.9	14.4	13.2	15.3	12.7	11.1	11.9	10.6	10.0	12.3	12.4

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

En 2011, le taux de chômage des jeunes au Canada (14,2 %) était plus élevé qu'il y a 30 ans – 12,8 % en 1981. De plus, le taux de chômage chez les jeunes est sensiblement plus élevé que la moyenne nationale (14,2 % contre 7,4 %). Au cours des dix dernières années, les perspectives d'emploi se sont quelque peu améliorées pour les jeunes et les jeunes adultes, mais le taux de chômage des jeunes hommes est encore assez élevé (près de 16 %).

Conséquences

Les jeunes ni employés, ni étudiantes, ni en formation (NEET) sont un phénomène relativement nouveau et un sujet de préoccupation croissant parmi les décideurs. Selon Statistique Canada, en 2011, près d'un million de jeunes âgés de 15 à 29 ans faisaient partie de cette catégorie. Sur ce nombre, 391 000 cherchaient activement un emploi, tandis que le reste (513 000) n'en cherchait pas.¹ Le fait de ne pas trouver de travail et de ne pas étudier pendant une longue période de temps a un effet nuisible sur la santé et le bien-être des jeunes. Cette situation peut susciter un sentiment d'inutilité et un désœuvrement à l'origine de problèmes de santé mentale, de toxicomanie et de violence.²

¹ Marshall, K. (2012), « Les jeunes qui ne sont ni étudiants ni employés », Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2012002/article/11675-fra.pdf>, article consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

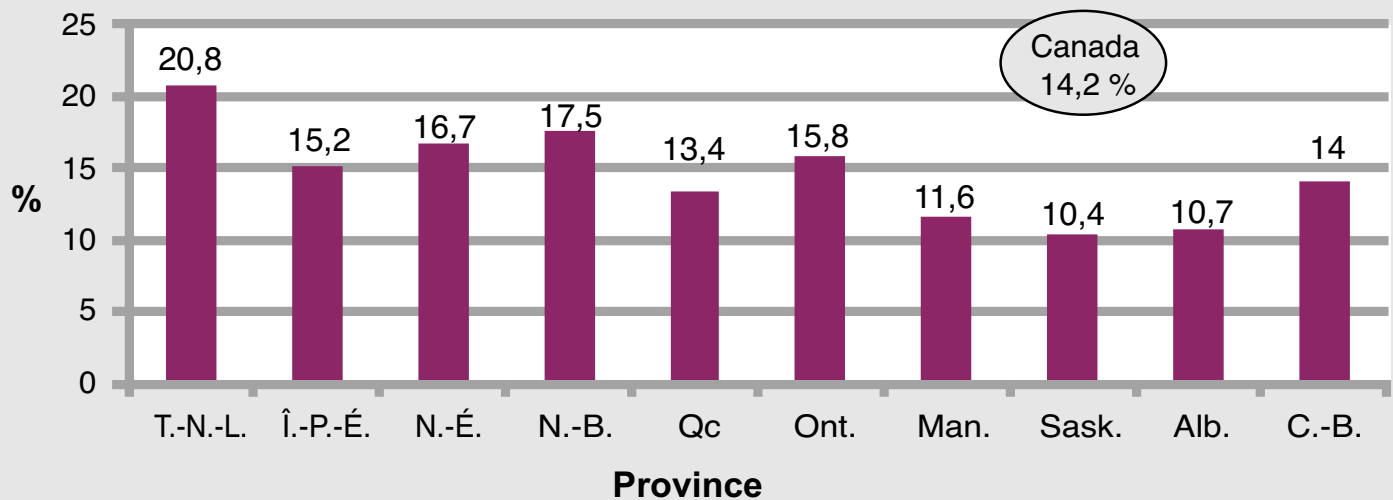
² Comme le signale le Forum des politiques publiques du Canada (2012) dans « Défis en matière d'emploi que doivent surmonter les jeunes Canadiens dans une économie en évolution », <http://www.pforum.ca/sites/default/files/Youth%20Backgrounder%20-%20FINAL%20FR.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.11 Emploi

Fig. 4.3.11 Taux de chômage, 15 à 24 ans, Canada et provinces, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

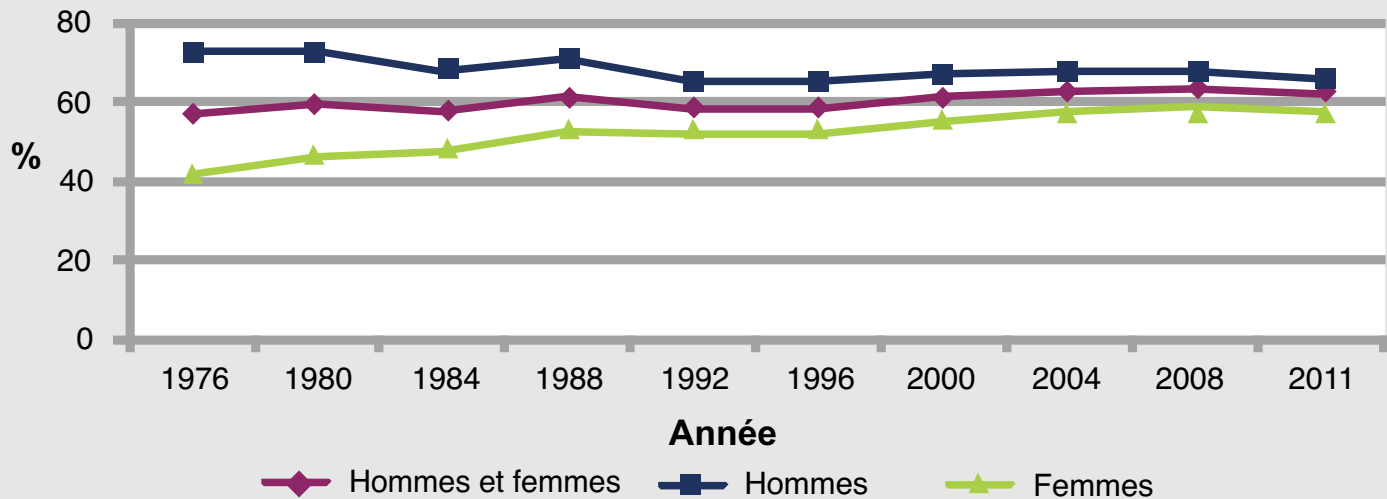
Le taux de chômage chez les jeunes enregistre d'importants écarts d'une région à l'autre du pays. En 2011, Terre-Neuve-et-Labrador a connu le taux le plus élevé (près de 21 %) et la Saskatchewan, le taux le plus bas (environ 10 %).





4.3.12 Emploi

Fig. 4.3.12 Taux d'emploi, par sexe, Canada, 1990–2010



	1990	1995	2000	2005	2010
Hommes et femmes	61,7	58,7	61,3	62,5	61,6
Hommes	69,9	65,4	67,3	67,7	65,4
Femmes	53,8	52,2	55,4	57,6	57,9

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0209, consulté le 29 juin 2012).

Au cours des dix dernières années, le taux d'emploi des femmes a augmenté, tandis qu'il a légèrement diminué chez les hommes. Entre 1990 et 2010, le taux d'emploi des femmes a augmenté pour passer de 53,8 % à 57,9 %, soit une hausse de 4,1 %. Chez les hommes, le taux d'emploi a diminué de 4,5 %, passant de 69,9 % en 1990 à 65,4 % en 2010.

Conséquences

Les enfants et les jeunes ont besoin de la subsistance matérielle que l'argent peut acheter, mais également des soins non matériels offerts par leurs parents et par d'autres adultes qui s'occupent d'eux. D'un côté, l'emploi des parents permet de mettre des ressources à la disposition des enfants. D'un autre côté, les parents qui décident de travailler ou qui y sont obligés doivent trouver des solutions pour faire garder leurs enfants. Selon la structure familiale, les familles auront des difficultés à répondre aux besoins de base de leurs enfants.¹

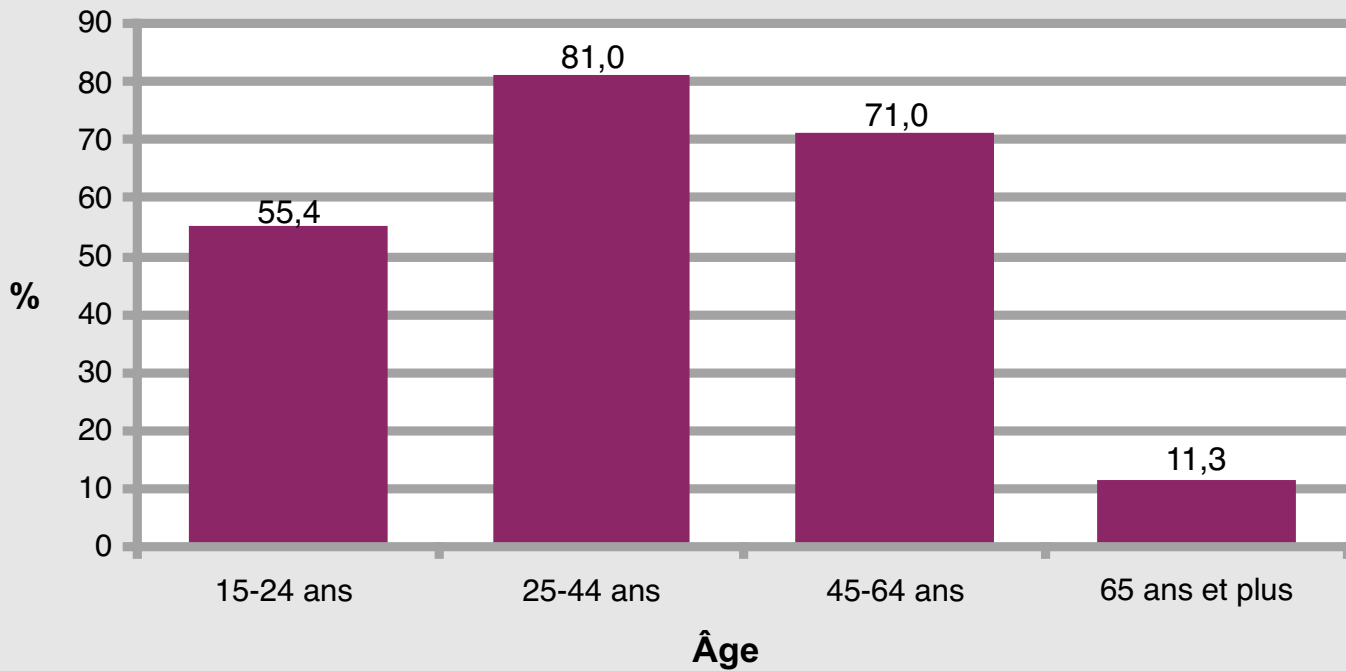
¹ Corak, M., Curtis, L.; Phipps S. (2010), Economic Mobility, Family Background, and the Well-Being of Children in the United States and Canada, http://economics.dal.ca/Files/Econ_Mobility_Family_Background.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.13 Emploi

Fig. 4.3.13 Taux d'emploi selon l'âge, Canada, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

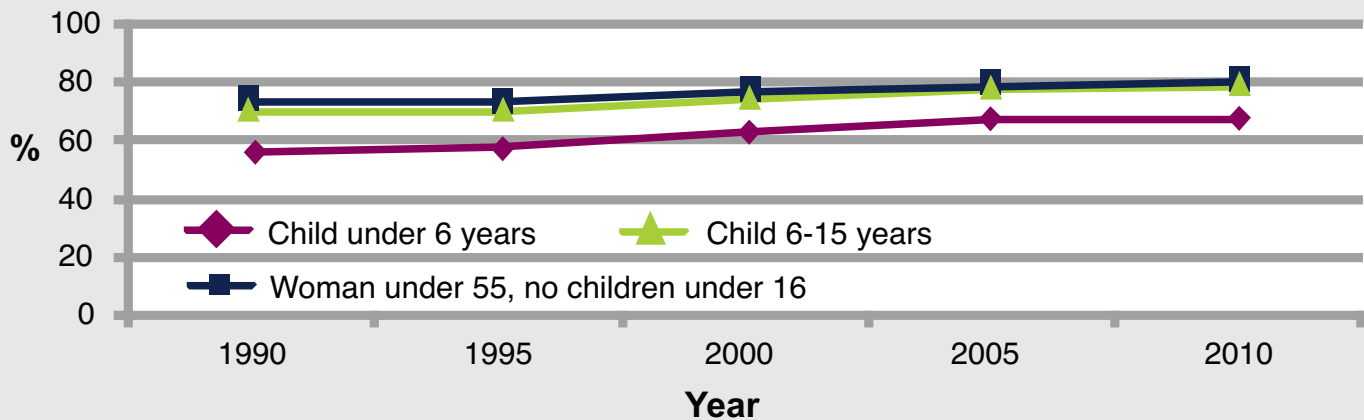
En 2011, 81 % des Canadiens de 25 à 44 ans travaillaient, contre 55,4 % des jeunes de 15 à 24 ans et 71 % des adultes de 45 à 64 ans. Parmi les personnes âgées, 11,3 % avaient un emploi en 2011.





4.3.14 Work

Fig. 4.3.14 Employment rate for women, by age of youngest child, Canada, 1990–2010



	1990	1995	2000	2005	2010
Children under 6 years	55.8	57.7	63.2	67.1	66.9
Child 6–15 years	70.1	69.8	74.4	77.4	78.6
Women under 55, no children under 16	73.5	73.0	76.3	78.6	80.2

Statistics Canada. Labour Force Historical Review 2010 (Table 217). Ottawa: Statistics Canada, 2012 (Cat. No. 71F0004XVB).

The employment rate of women with children increased between 1990 and 2010, especially among women with children under six years of age. In 2010, the employment rate for women with children under six was 66.9%, up from 55.8% in 1990, and 78.6% for women with children from 6 to 15 years old, up from 70.1% in 1990.

Implications

In general, employment rates for women have steadily increased over the last 35 years, and more women with children are finding employment outside the home. Although the proportion of women working with pre-school children has grown, they are still less likely to be employed than women with school-aged children.¹

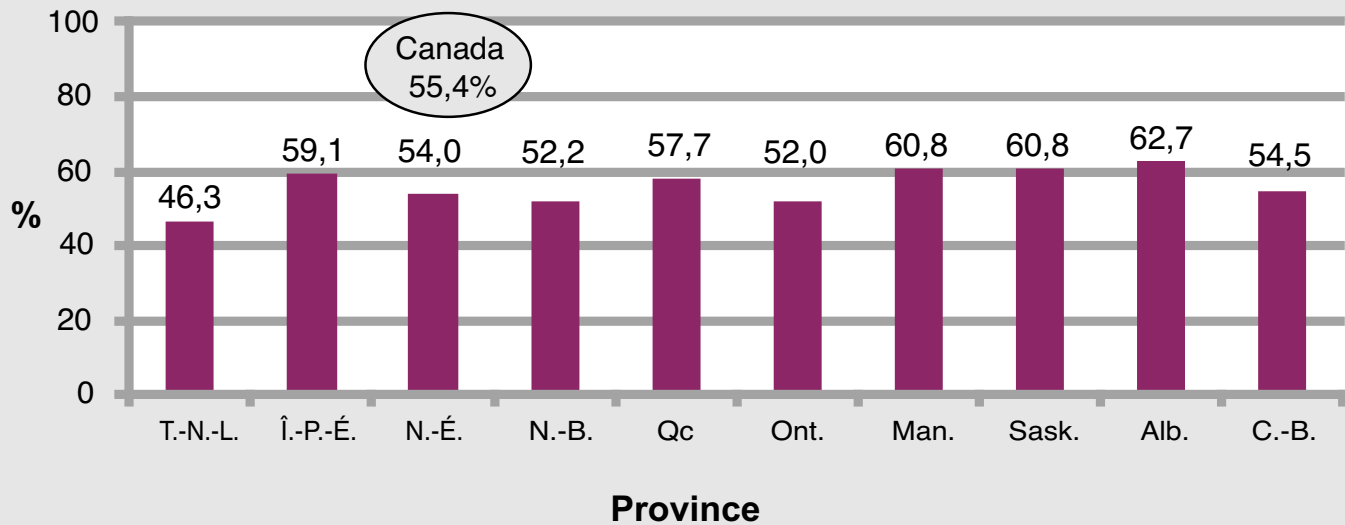
¹ Ferrao V. "Women in Canada: a gender-based statistical report." Paid Work. <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11387-eng.pdf>, accessed June 29, 2012.





4.3.15 Emploi

Fig. 4.3.15 Taux d'emploi, 15 à 24 ans, Canada et provinces, 2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

En 2011, un peu plus de la moitié (55,4 %) des jeunes avaient un emploi – 52,6 % avaient un emploi à temps plein et 47,4 % avaient un emploi à temps partiel. En 2011, en Alberta (62,7 %), en Saskatchewan (60,8 %), au Manitoba (60,8 %) et au Québec (57,7 %) les taux d'emploi chez les jeunes étaient supérieurs à la moyenne nationale. C'est à Terre-Neuve-et-Labrador que la proportion de jeunes et de jeunes adultes ayant un emploi était la plus faible. Le taux d'emploi de Terre-Neuve-et-Labrador (46,3 %) était inférieur à la moyenne nationale (de 9,1 %).

Conséquences

Au Canada, la reprise économique qui a suivi la récession n'a pratiquement pas touché les jeunes travailleurs, et les jeunes de 15 à 24 ans qui entrent sur le marché du travail doivent composer avec un certain nombre de difficultés importantes. « En plus de la concurrence qu'ils doivent livrer aux jeunes de leur groupe d'âge, ils doivent maintenant également livrer concurrence à des travailleurs plus âgés cherchant à revenir sur le marché du travail et aux travailleurs plus chevronnés qui ont perdu leur emploi pendant la récession. »

La concurrence accrue amène les jeunes diplômés à accepter des emplois ne correspondant pas à leur formation ou à se retirer du marché du travail. Les diplômés de collèges et d'universités qui n'arrivent pas à trouver un emploi dans leur domaine d'études décident souvent de faire des études dans une autre discipline ou d'accepter un emploi leur permettant de subsister, mais non de tirer parti de leur formation¹.

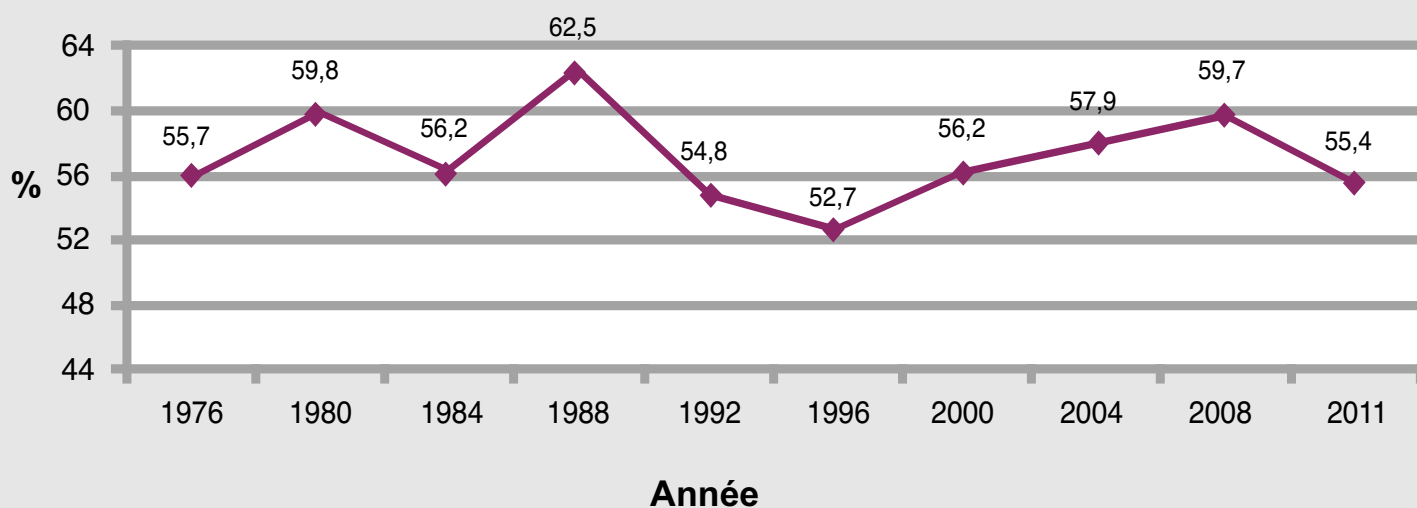
¹ Fong, F. (2012), « La triste situation des jeunes travailleurs », Services économiques TD, http://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/ff0312_younger_workers_fr.pdf, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.3.16 Emploi

Fig. 4.3.16 Taux d'emploi, 15 à 24 ans, Canada, 1976–2011



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 282-0002, consulté le 29 juin 2012).

Bien que le taux d'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans ait fluctué au fil du temps, en 2011, le taux était à peine inférieur au taux qui prévalait en 1976. Toutefois, les modalités d'emploi de ce groupe ont sensiblement changé. En 1976, 78,9 % des jeunes travailleurs avaient un emploi à temps plein et les 21,1 % restants travaillaient à temps partiel. En 2011, 52,6 % des jeunes travailleurs avaient un emploi à temps plein tandis que les 47,4 % restants avaient un emploi à temps partiel.

Conséquences

« Comme les adultes, les adolescents peuvent se sentir quelque peu accablés devant leurs responsabilités quotidiennes, qu'elles soient liées à un emploi rémunéré ou non rémunéré. Environ un adolescent sur dix était très stressé de ne pas avoir assez d'heures dans sa journée. Une proportion égale était très stressée, ou extrêmement stressée à cause de l'école, tandis que 16 % estimaient être des bourreaux de travail. Près de quatre adolescents sur dix avaient tendances à réduire leurs heures de sommeil lorsqu'ils avaient besoin de plus de temps. »¹

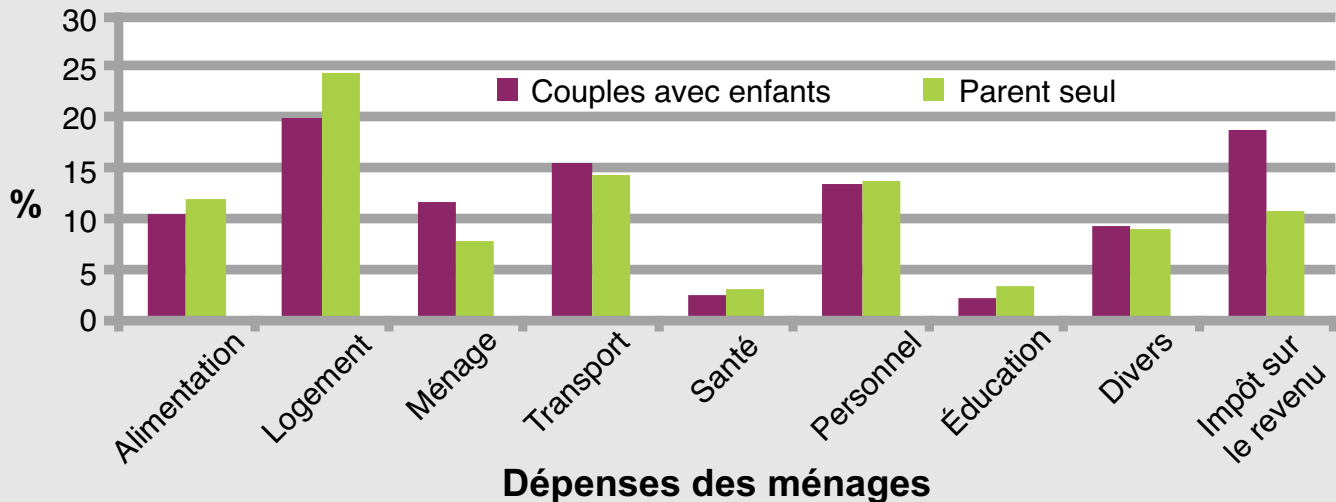
¹ Marshall, K. (2007), « Enquête sociale générale, L'emploi et le revenu en perspective : La vie bien chargée des adolescents », Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/75-001-x2007105-fra.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.17 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.17 Pourcentage des dépenses par type de ménage, Canada, 2010



Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada (<http://cansim2.statcan.gc.ca>, tableau n° 203-0023, consulté le 29 juin 2012).

En 2010, la dépense budgétaire la plus importante des ménages canadiens était consacrée au logement. Les familles monoparentales dépensaient proportionnellement plus pour le logement que les familles biparentales avec des enfants. Toujours proportionnellement, elles dépensaient aussi davantage pour la nourriture, l'éducation et les soins de santé.

Conséquences

Toutes proportions gardées, le logement représentait une dépense encore plus importante pour les familles gagnant un revenu de faible à modeste. Au Canada, un ménage sur quatre consacre plus de 30 % de ses revenus au logement¹. En 2010, les familles se classant dans le quintile inférieur dépensaient 32,3 % du total de leur revenu au logement, alors que les familles se classant dans le quintile supérieur ne dépensaient que 16,7 % de leur revenu total au logement.²

Les familles sont parfois aux prises avec des problèmes de moyens financiers et peuvent se voir obligées de choisir entre un logement adéquat et d'autres choses nécessaires. Environ 750 000 enfants de moins de 15 ans vivent dans des logements inabordables, insalubres ou surpeuplés – ou les trois. Le fait de vivre dans un logement inadéquat peut avoir des effets négatifs sur la santé des enfants, sur leur comportement et sur leur développement.³

¹ Rapport 2010 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada : 1989-2010, Campagne 2000, <http://www.campaign2000.ca/reportCards/national/2011EnglishRreportCard.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012

² Statistique Canada « Enquête sur les dépenses des ménages, 2010 », <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120425/t120425a001-fra.htm>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

³ Jackson, A., Roberts, P. (2001), « Physical Housing Conditions and the Well-Being of Children », document d'information sur le logement pour le Progrès des enfants au Canada 2001, Conseil canadien de développement social, Ottawa, Ontario, <http://www.ccsd.ca/pubs/2001/pcc2001/housing.htm>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.18 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.18 Coût moyen pour élever un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, Canada, 2011

	Alimentation	Vêtements	Soins de santé	Soins personnels	Loisirs lecture fournitures scolaires	Transport	Garde d'enfants	Logement ameublement et entretien de l'habitation	Coût total
Total des coûts jusqu'à l'âge de 18 ans	32 815	15 945	4 655	4 750	19 080	39 235	75 500	51 680	243 660

Cornell, C. (2011), « The real cost of raising a child », *Money Sense Magazine*, <http://www.moneysense.ca/2011/08/10/the-real-cost-of-raising-kids/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Élever des enfants au Canada est une opération coûteuse. Pour élever un enfant jusqu'à l'âge de 18 ans, une famille typique avec deux enfants dépense en moyenne 243 000 \$. Cela revient à environ 1 070 \$ par enfant, par mois. Ce coût varie selon le nombre d'enfants dans une même famille. Dans une famille avec enfant unique, les dépenses moyennes par enfant (304 600 \$) seraient supérieures de 25 % aux dépenses des familles avec deux enfants, tandis qu'elles seraient inférieures de 22 % dans les familles avec trois enfants ou plus (190 050 \$).¹

¹ Cornell, C. (2011), « The real cost of raising a child », *Money Sense Magazine*, <http://www.moneysense.ca/2011/08/10/the-real-cost-of-raising-kids/>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

Conséquences

Selon les ratios mis au point aux États-Unis, il est estimé que les couples avec enfants dont les revenus se classent dans la catégorie du tiers inférieur dépensent environ 28 % de moins (175 400 \$) par enfant que le ménage moyen. Les familles avec enfants dont le revenu se classe dans la catégorie du tiers supérieur obtiennent presque toujours de meilleurs résultats avec leurs enfants.²

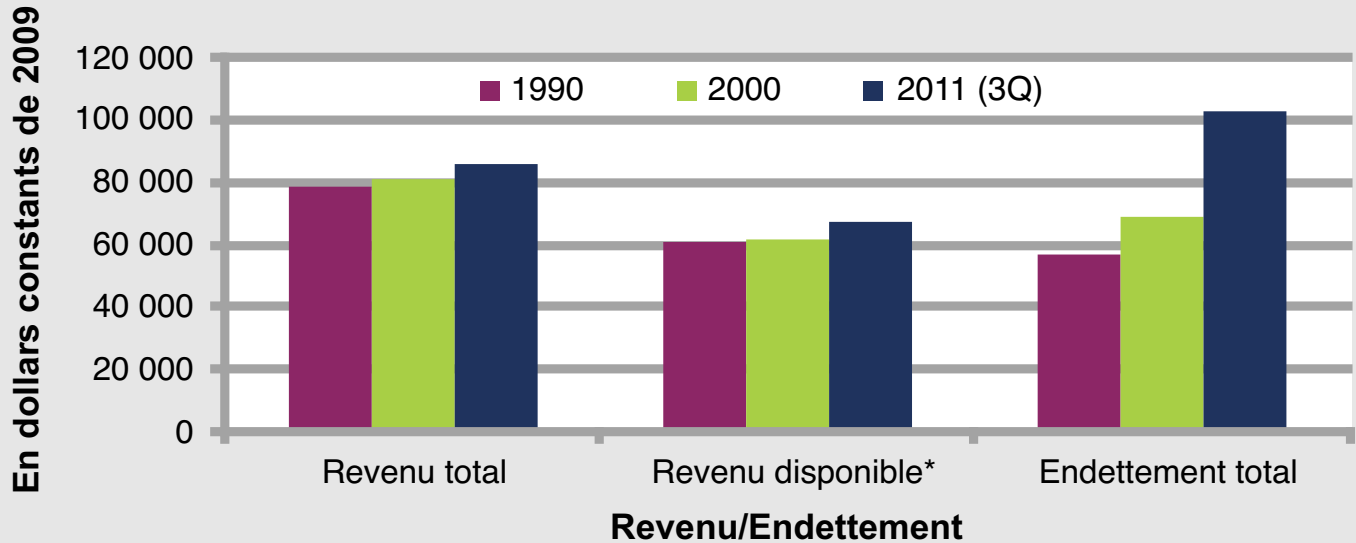
² Phipps S, Lethbridge L. (2006), « Les revenus et les résultats des enfants », Statistique Canada, <http://publications.gc.ca/collections/Collection/Statcan/11F0019MIF/11F0019MIF2006281.pdf>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.





4.4.19 Dépenses des ménages

Fig. 4.4.19 Revenu et endettement par ménage, Canada, 1990-2011



	1990	2000	2011 (3 ^e trimestre)
Revenu total	78 545	80 847	86 049
Revenu disponible*	61 249	61 528	67 368
Endettement total	56 929	69 296	103 000

*Revenu après impôt

Statistique Canada, *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 10, n° 3, no de catalogue 13-010-X. Institut Vanier de la famille, *L'état actuel du budget de la famille canadienne : Rapport 2011-2012*, <http://www.vanierinstitute.ca/modules/news/newsitem.php?l'emId=422>, consultés la dernière fois le 29 juin 2012.

À la fin de 2011, l'endettement du Canada s'élevait à 103 000 \$ par ménage. (Cette moyenne comprend les ménages endettés et ceux qui ne le sont pas). Bien que le revenu disponible est resté à peu près le même de 1990 à 2011, l'endettement total des ménages a presque doublé.

Conséquences

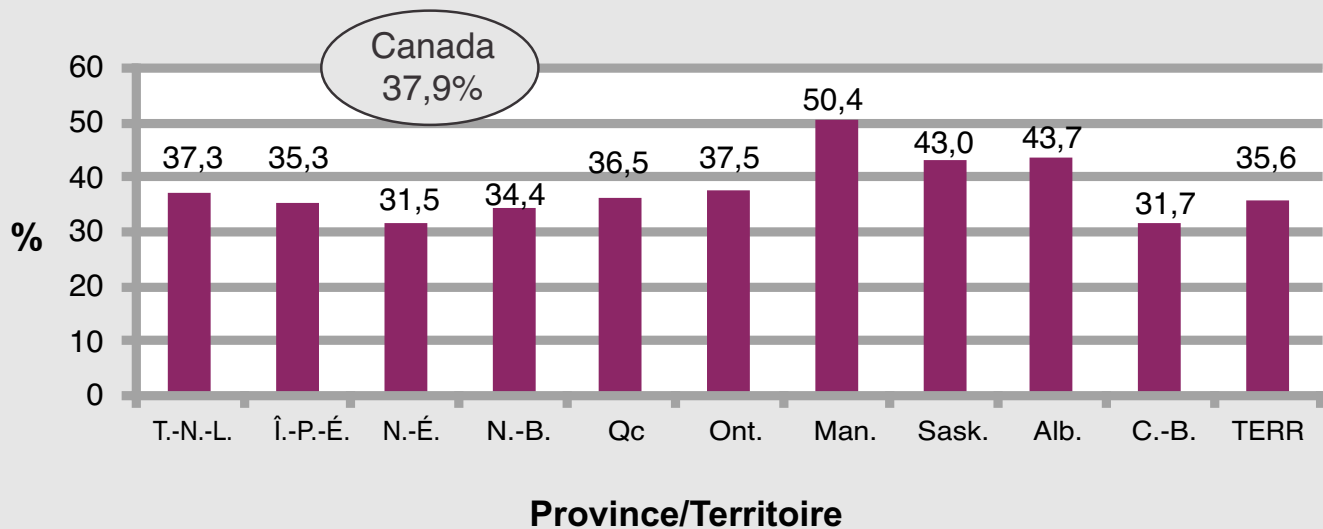
L'endettement est une expérience très difficile qui a des répercussions sur toute la famille. Lorsqu'une famille doit de l'argent, elle a moins de pouvoir d'achat, de souplesse et de stabilité financières. Le fardeau de la dette signifie également que moins de ressources sont consacrées à répondre aux besoins financiers et non financiers des enfants et des jeunes.





4.5.20 Sécurité alimentaire

Fig. 4.5.20 Pourcentage des utilisateurs de banques alimentaires de moins de 18 ans, Canada, province et territoire, mars 2011



Adapté de *Bilan-Faim Canada (2011), Banques alimentaires Canada*, <http://www.foodbankscanada.ca/getmedia/12cc3c76-bd6e-4747-a53b-a44a250c26de/Bilan-Faim-2011.pdf.aspx>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

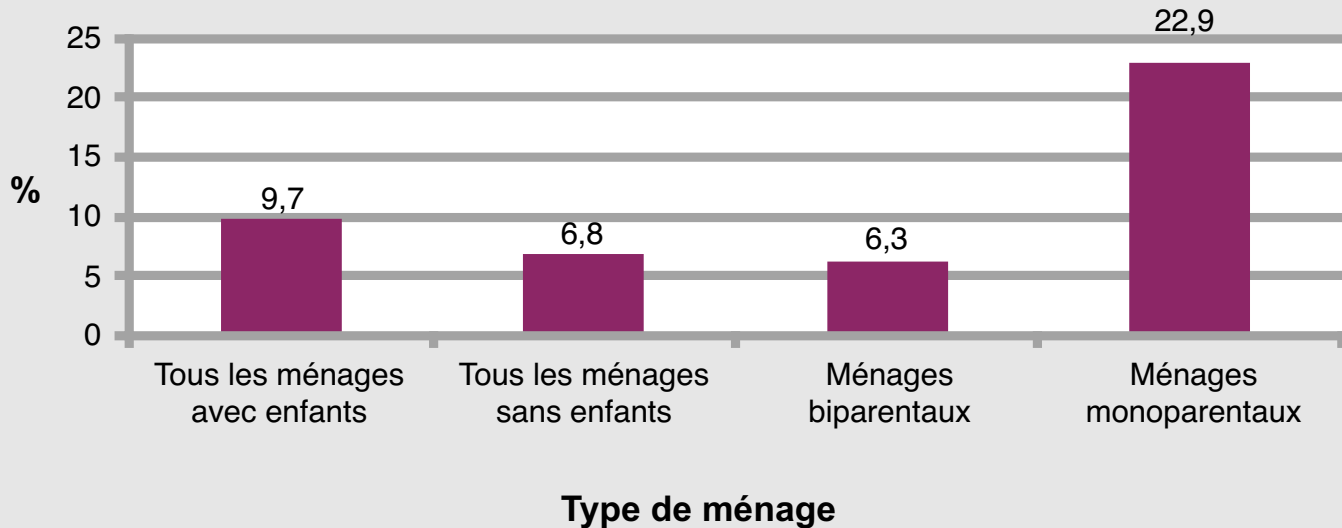
Plus d'un tiers (38 %) des personnes recevant l'aide de banques alimentaires au Canada sont des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Cela signifie que 851 014 enfants et jeunes ont reçu de l'aide. Cette proportion était moindre en Colombie-Britannique (31,7 %) et en Nouvelle-Écosse, et c'est au Manitoba qu'elle a été la plus élevée (50,4 %).





4.5.21 Sécurité alimentaire

Fig. 4.5.21 Insécurité alimentaire des ménage par composition du ménage, Canada, 2007–2008



Note : Les données reproduites dans ce tableau proviennent de répondants dont l'insécurité alimentaire était de modérée à grave. Insécurité alimentaire modérée : obligation de faire des compromis quant à la qualité de la nourriture, ou à la quantité ingurgitée. Insécurité alimentaire grave : réduction de la prise alimentaire et perturbation des habitudes alimentaires.

Adapté de « Insécurité alimentaire des ménages », <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/insecurit/key-stats-cles-2007-2008-fra.php>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

En 2007-2008, près de 10 % des ménages avec enfants ont déclaré n'avoir pas été certains d'avoir assez de nourriture pour répondre aux besoins de leur famille, ou de n'être pas certains de pouvoir s'en procurer suffisamment, car ils n'avaient pas assez d'argent pour acheter de la nourriture à un moment donné au cours de l'année, ou à plusieurs reprises¹. Les familles monoparentales étaient beaucoup plus susceptibles de s'inquiéter de ne pas avoir assez de nourriture, 22,9 % d'entre elles ont dit que c'était le cas. Les familles monoparentales étaient quatre fois plus susceptibles de connaître l'insécurité alimentaire.

¹ Adapté de « Insécurité alimentaire des ménages », <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/insecurit/key-stats-cles-2007-2008-fra.php#a>, consulté la dernière fois le 29 juin 2012.

